

AFFAIRE N° 53

INTERVENTION DU DEPARTEMENT EN FAVEUR DU REDRESSEMENT DES ENTREPRISES EN DIFFICULTE

AVIS PREALABLE DE LA MUNICIPALITE

Le Maire donne lecture du rapport.

Mesdames, Messieurs et Chers Collègues,

Dans le cadre de la loi du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions, le Département dispose de certains pouvoirs d'intervention en matière économique et sociale. Il peut, notamment, accorder des aides directes ou indirectes à des entreprises en difficulté, en vue de faciliter le redressement de leurs activités.

Conformément à la loi, la Municipalité a été saisie par le Département d'un certain nombre de demandes d'entreprises installées à Saint-Denis sollicitant le concours financier du Conseil Général.

Je vous demande donc, Mesdames et Messieurs, de vous prononcer sur l'opportunité d'une intervention de cette assemblée en faveur des entreprises présentées à la page suivante, la décision finale d'octroi de ces aides étant du ressort du Département.

ENTREPRISES	ADRESSES	ACTIVITES	ORIGINES DES DIFFICULTES FINANCIERES	AIDES FINANCIERES ENVISAGEES
1°) PUBLIPRESS	14 Allée Magnan Immeuble Mozart Les Compositeurs 97490 SAINTE- CLOTILDE	Imprimerie	Réalisation d'investissements trop importants (2 000 000 F)	500 000 F sous forme d'avance remboursable sur cinq ans, avec un différé d'un an
2°) Mme MALECK	23 Rue Alexis de Villeneuve 97400 SAINT-DENIS	Bijouterie	Vols	160 000 F sous forme d'avance remboursable sur cinq ans
3°) Mme HO-LU Carole	13 Allée Bonnier 97400 SAINT-DENIS	Salon de coiffure	Incendie	150 000 F sous forme d'avance remboursable sur cinq ans

Le maire donne lecture de l'avis de la Commission.

Commission des Affaires Economiques

Elle est favorable à une intervention financière du Département en faveur de ces trois entreprises, la première ayant été créée récemment et, de surcroît, dans un secteur très concurrencé, les deux autres ayant subi des pertes importantes à la suite de vols et d'incendie.

---

DECISION DU CONSEIL MUNICIPAL

Le rapport, ainsi que l'avis de la Commission,  
sont adoptés à l'UNANIMITE.

---

Pour extrait certifié conforme,  
Saint-Denis, le 22 DEC. 1988

LE SECRETAIRE GENERAL  
Y. CROCHET

